

La vie politique de La Réunion.

2008.

Le premier semestre de l'année politique 2008

Après l'année difficile du Chikungunya, l'île de La Réunion tourne la page de cette crise sanitaire, économique et sociale. Depuis l'hiver austral 2007, La Réunion sort progressivement de cette grave période qui a marqué le département. Elle reprend son dynamisme et retrouve un élan économique. Dans le secteur essentiel du tourisme, les efforts réalisés autour de la création de l'I.R.T. (Ile de La Réunion Tourisme) participent à ce re-décollage et au retour tant des voyageurs que des investisseurs. Il importe donc de faire savoir que La Réunion est de retour dans le paysage touristique mondial. « Lagon et Volcan, villages créoles et stations balnéaires, temples indiens et cascades majestueuses, survol des cirques et plongée dans le grand bleu, 4 étoiles sur la côte et chambres de charmes dans les hauts, douceur du métissage et force des épices. Vivez La Réunion ». Comme le note le site officiel du tourisme à La Réunion, l'île demeure une destination de rêves. Et le pluriel s'impose.

Dans le département, l'actualité de la période 2007-2008...

Politique

La Réunion demeure « une île politique » avec la passion et l'engagement pour les débats et les élections. Depuis la présidentielle de d'avril - mai 2007, la vie politique a donc été riche. Les votes réunionnais ont été massivement favorables à la candidate socialiste, Segolène Royal. Elle l'emporte dans les 24 communes de l'île. Et les législatives qui ont suivi ont été un succès pour la gauche. Sur les cinq députés, l'U.M.P. maintient deux sièges (René Paul Victoria, Didier Robert) contre trois à la gauche (Huguette Bello- Parti communiste réunionnais, Jean-Claude Fruteau et Patrick Lebreton pour le Parti socialiste). Pour le Parti socialiste c'est une année politique-événement puisqu'il réussit cette translation entre le score de la présidentielle et un ancrage dans deux circonscriptions. Dans ce nouveau cycle de la vie politique nationale (débuté avec la présidence de Nicolas Sarkozy), les élections municipales constituaient un rendez-vous attendu. Attente pour l'exécutif lorsqu'il évalue l'état de l'opinion, attente pour les acteurs locaux qui savent le poids des consultations municipales (et cantonales) sur l'organisation des pouvoirs dans le département. La Réunion compte 24 communes et renouvelle lors de cette échéance 24 de ses 49 cantons. La vague sociale qui avait structuré les votes de l'année 2007 demeure un des éléments constitutifs et explicatifs des expressions électorales de ce mois de mars 2008. Les 9 et 16 mars, la gauche bouscule la carte des municipalités. Si les scrutins de mars 2001 avaient été marqués par un raz-de-marée des droites (autour du refus d'un second département), sept années après, le corps électoral a lancé un message fort, signe d'une volonté de renouvellement et des préoccupations sociales de la population (chômage, précarité, minimas sociaux, problème du logement, coût de la vie...). Le premier tour a conforté la position de plusieurs élus, qui avait su gérer dans la proximité. Cet enracinement profite ainsi aux maires des communes de Sainte-Marie, Saint-Pierre, Saint Joseph, Le Tampon, Etang salé, Sainte Suzanne, Le Port, La Possession...). Il représente la stabilité de ces échéances. Mais, au-delà de ce premier constat, le coup de tonnerre des municipales est venu de communes où la gauche a mis

un terme à une longue présence de la droite. Les titres de la presse traduisent ces ruptures locales (« barons menacés », « coup de bambou », « la grande lessive »). Plusieurs situations focalisent les commentaires parcequ'elles illustrent ces changements de majorités. Ce sont les bouleversements politiques à Saint Denis avec le retour à la direction de la municipalité du socialiste Gilbert Annette, Saint André voit le succès du communiste Eric Fruteau sur le maire sortant Jean Paul Virapoullé, Saint-Benoît fait le choix du socialiste Jean-Claude Fruteau (député), Saint Paul donne la victoire à la députée Huguette Bello, première femme députée-maire dans l'histoire politique de La Réunion. Mais la liste est longue des changements : Saint Leu (Thierry Robert l'emporte sur le Jean-Luc Poudroux), Saint Louis (Retour de Claude Hoarau), Trois Bassins (élection de Roland Ramakistin), La Plaine des Palmistes (élection de Jean-Luc Saint-Lambert)....

Les 24 Maires des communes de La Réunion (mars 2008)

Commune Maire Commune Maire

St Denis : G. Annette-PS - Petite. Ile : G. Ramoune-PS

Possession : R. Robert-PCR - Tampon : D. Robert-UMP

Le Port : JY. Langenier-PCR - St Joseph : P. Lebreton-PS

St Paul : H. Bello-PCR - St Philippe : H. Salvan-UMP

T. Bassins : R. Raminkistin-DVG - Ste Rose : B. Pajany

St Leu : T. Robert-Modem - P. Palmistes : JL. St Lambert-PS

Les Avirons : M. Dennemont - St Benoit : JC. Fruteau-PS

E. Salé : JC. Lacouture-UMP - St André : E. Fruteau-PCR

St Louis : C. Hoarau-PCR - B. Panon : D. Gonthier-UMP

Cilaos : P. Techer-UMP - Ste Suzanne : M. Gironcel-PCR

E. Deux : B. Valy - Salazie : S. Fouassin-UMP

St Pierre : M. Fontaine-UMP - Ste Marie : JL. Lagourgue-DVD

Dans le même mouvement, les électeurs transforment considérablement la physionomie du Conseil général. Depuis les dernières échéances (2004), Nassimah Dindar y assure la présidence en s'appuyant sur une majorité composée des éléments des droites réunionnaises. Si les droites résistent mieux sur l'ensemble des cantons que dans les communes, elle ne peut que constater sa faible marge de manoeuvre pour réussir à conserver la direction de l'assemblée départementale. Dès le soir du second tour (16 mars), tous les calculs conduisent à représenter le nouvel hémicycle comme un puzzle de forces où diverses alliances peuvent prendre forme. Après une semaine de tractations, de noms avancés (principalement celui de Jean Louis Lagourgue soutenu par les conseillers UMP et divers droite) pour succéder à la présidente sortante, Nassimah Dindar parvient à rassembler une fraction d'élus centristes à l'union des gauches (communistes, socialistes). Le dimanche 23, elle l'emporte en prenant le contre pied de l'alliance qui l'avait portée en 2004. Dans le contexte national de la perte d'influence de l'UMP (mairies et présidences de conseils généraux passés à la gauche), la direction du mouvement peut se satisfaire de maintenir un de ses membres à la tête d'un conseil général. Il le fait en notant que cette nouvelle majorité départementale trouve son équilibre avec la gauche (10 élus PS, 8 élus PCR) et en créant la fracture avec ses partisans. Les conseillers généraux de la droite, les parlementaires et maires de l'UMP, dénoncent ce double jeu et annoncent leur démission collective et la création d'une nouvelle formation politique départementale (Objectif Réunion). Concrétisation de ce mouvement en septembre 2008.

Après ces quatre échéances (2007-2008), reste l'essentiel : la confirmation que la vie politique réunionnaise entame un nouveau cycle de son histoire politique dans un positionnement croisant la dimension indiano-océanique, national et européenne avec des changements touchant le personnel politique, les nouveaux équilibres des forces et la féminisation des politiques locales (à l'exception du niveau de l'intercommunalité).

Economie

Globalement, s'il fallait porter une appréciation sur le bilan de l'année économique 2007, le constat serait marqué par une assez belle satisfaction. Certes, les points cruciaux du chômage, de la faiblesse du pouvoir d'achat demeure, mais au regard de la situation 2006, il est possible de noter une remontée de la croissance, et une embellie dans plusieurs secteurs.

Sur l'année 2007, l'INSEE note une croissance de 4,4%. Un chiffre qui surpasse la moyenne nationale. Conséquences, les créations d'emplois atteignent près de 5.000 dans l'année soit une progression de plus de 4 points sur 2006. Rappelons que La population active réunionnaise compte 313 000 personnes en 2007. Depuis plusieurs années le nombre des actifs supplémentaires est en moyenne de 5.300 par an c'est dire que le nombre d'emplois créés, malgré des chiffres dynamiques, reste encore dessous de la demande. Il faut noter la légère baisse de 4,8% sur le nombre de Réunionnais touchant les minima sociaux. Dans ce paysage, la réalisation du chantier de la route des Tamarins constitue autant un élément visible des grands travaux qui caractérisent le département depuis cinq décennies que l'indicateur du dynamisme du BTP.

Le tourisme participe à cette amélioration de la santé économique, mais il faut souligner que le bond touristique profite pour le moment davantage à l'hôtellerie de 3-4 étoiles.

Dans ce tableau, l'augmentation du prix du baril de pétrole, la constante progression du coût des carburants, constituent une périlleuse inconnue pour l'économie et la croissance, elle représente aussi dans les nombreux déplacements des réunionnais une charge considérable sur les budgets des ménages.

Le défi 2030

La Réunion s'inscrit depuis plusieurs années dans l'ensemble des problématiques touchant au développement durable. Certes l'expression (développement durable) devient le leitmotiv de nombreuses manifestations et colloques. Mais, au-delà des formules stéréotypées, le projet GERI 2030 (Green Energy Reunion Island) défendu et étayé par les journées signe une préoccupation de plus en plus reconnue par la population sur de nombreux domaines tels que l'énergie, les transports, l'habitat, les nouvelles technologies. Faire de l'île de La Réunion, « une terre d'application des nouvelles technologies dans le domaine des énergies renouvelables ». Et le message est d'autant plus fortement inscrit que La Réunion accueillait une des premières actions de la présidence française de l'Union européenne (deuxième semestre 2008) avec les déplacements de plusieurs dizaines de chercheurs, représentants des îles et territoires de l'Outre-mer. Un événement de dimension internationale sur le thème : « L'Union européenne et l'Outre-mer : stratégies face au changement climatique et à la perte de biodiversité ». Pendant cinq journées (7-11 juillet), en présence de Jean Louis Borloo, ministre, plus de 400 personnalités sont réunis pour porter un diagnostic et lancer des axes des futures politiques environnementales. Des journées qui ont reposé

les rapports entre l'homme et sa planète et ses responsabilités tant dans les causes que dans les scénaris possibles pour diminuer ou non les effets du réchauffement sur les deux décennies à venir.